



humanitarian news and analysis

a service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

# MALI: Chronologie du conflit dans le nord du pays



Photo: [Emilia Tjernstrom/Flickr](#)

Des nomades touaregs dans le nord (photo d'archive)

DAKAR, 10 April 2012 (IRIN) - Après l'échec des rébellions sécessionnistes menées par les Touaregs pendant des décennies, un groupe séparatiste, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), a déclaré la fin des opérations militaires dans le nord du Mali après avoir atteint ses objectifs : prendre le contrôle militaire des trois régions de Gao, Kidal et Tombouctou, qui formeront un nouvel état. Un groupe islamiste séparatiste, Ansar Dine, qui n'a pas les mêmes objectifs que le MNLA et qui tente d'instaurer la charia au Mali, a également pris part aux combats et prétend avoir pris la ville de Tombouctou au MNLA – des rapports font état de fortes tensions entre les deux groupes.

Voici une chronologie des principaux évènements.

## L'occupation coloniale française du nord du Mali

**Juillet 1891** : La colonie du Soudan français est érigée en grande partie sur le territoire de l'actuel Mali.

**Décembre 1893** : Les troupes françaises occupent Tombouctou, mais se heurtent à une forte résistance dans la ville et ses environs.

**1911** : Les troupes françaises écrasent la révolte des Kel Ataram à Ménaka.

**1913-14** : Une grave sécheresse frappe le nord du pays, aggrave la pauvreté dans les régions peuplées par les Touaregs et provoque un mécontentement croissant.

**1914-17** : Firhoun – chef suprême élu ou aménokal des Kel Ataram à Ménaka – et Kawsanag Kedda, responsable du siège d'Agadez sur le territoire actuel du nord du Niger, mènent des révoltes contre les Français. Ces deux révoltes sont réprimées par les Français qui ont obtenu le soutien des confédérations touarègues rivales et des Arabes. Les rebelles font l'objet de lourdes représailles.

## La rébellion des « Fellaghas »

**Septembre 1960** : Le Sénégal se retire de la fédération du Mali. L'ancienne république du Soudan devient la république du Mali et l'indépendance est proclamée à Bamako, la capitale. Modibo Keïta, enseignant et syndicaliste, est nommé président de la République. La constitution est adoptée.

**1962-64** : Dans le Nord, la première rébellion touareg, ou rébellion des Fellaghas, est lancée depuis

la région de Kidal et est violemment réprimée. Les troupes gouvernementales ciblent les communautés touaregs, éliminent le bétail et empoisonnent les puits. La guerre provoque un exode massif des Touaregs vers l'Algérie et d'autres pays voisins. Le renforcement des restrictions militaires par le gouvernement se poursuit dans le Nord.

**Décembre 1968** : Un coup d'État militaire renverse Modibo Keita, qui est emprisonné. Moussa Traoré, officier qui dirige le Comité Militaire de Libération Nationale (CMLN), prend la présidence du pays.

**1972-73** : Le Mali est frappé par une forte sécheresse qui a un impact dévastateur sur le Nord et entraîne une nouvelle vague de migrations vers les centres urbains et les pays voisins du Mali. Des rapports font par la suite état d'importants détournements de nourriture par les autorités.

**1976** : M. Traoré crée un parti politique, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM). Le Mali adopte un système à parti unique.

**1984-85** : La pire sécheresse qu'ait connue le pays en dix ans a de très importantes conséquences pour les communautés pastorales et l'économie rurale du Nord.

**Juin 1985** : Moussa Traoré est réélu sans opposition avec 89 pour cent des suffrages. Le Mali et le Niger sont le théâtre de rébellions.

**1988** : Création du Mouvement populaire de l'Azawad (MPA) en Lybie qui est dirigé par Iyad Ag Ghali.

**Mai 1990** : Les Touaregs du nord du Niger attaquent Tchintabaradene. De lourdes représailles militaires s'ensuivent qui provoqueront la mort de centaines de Touaregs.

**Juin 1990** : La rébellion touareg débute par l'attaque de la prison et de la garnison de Ménaka. Les violences généralisées provoquent un nouvel exode des populations civiles.

**Juillet-août 1990** : Des opérations militaires sont lancées dans le Nord, tout particulièrement autour de Gao. Le commandant d'un escadron de parachutistes aurait dit : « L'extermination des Touaregs est la solution. Je suis venu ici pour m'en occuper, et je ne gâcherai pas mes munitions ».

## **Démocratie et la route vers Tombouctou**

**6 janvier 1991** : L'accord de paix négocié par l'Algérie à Tamanrasset dans le sud du pays prévoit la décentralisation du Nord et la réintégration des troupes touarègues, mais les violences se poursuivent dans certaines régions du Nord.

**Janvier-mars 1991** : Les autorités répriment avec violence les manifestations d'étudiants et de syndicats à Bamako et font de nombreuses victimes.

**26 mars 1991** : M. Traoré est renversé et un gouvernement de transition est établi : le Comité Transitoire pour le Salut du Peuple (CTSP), dirigé par l'officier Amadou Toumani Touré.

**Juillet-août 1991** : La conférence nationale organisée à Bamako rassemble un grand nombre de délégués alors que le Mali tente d'établir une démocratie fonctionnelle.

**12 janvier 1992** : La nouvelle Constitution est adoptée par référendum à une écrasante majorité.

**11 avril 1992 :** Le Pacte National est signé par le gouvernement et un groupe de coordination des rebelles Touaregs est créé. Le Pacte prévoit la régénération économique du Nord, des initiatives de réconciliation nationale, la décentralisation et l'intégration des Touaregs au sein de structures militaires et civiles.

**Avril 1992 :** Alpha Oumar Konaré, ancien ministre, consultant des Nations Unies, propriétaire d'un journal et d'une radio, remporte les premières élections multipartites. Son parti, l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), remporte les élections parlementaires.

**Décembre 1993 :** Le Lieutenant-Colonel Oumar Diallo mène une tentative de coup d'État.

**Janvier 1994 :** La dévaluation de 50 pour cent du franc CFA entraîne une hausse importante du coût de la vie et provoque des manifestations.

**Mai 1994 :** Malgré une série d'initiatives de paix au niveau local et national, les tensions s'aggravent dans le Nord, en particulier entre les communautés sédentaires Songhai, les Touaregs et les Arabes. Elles ont pour résultat la formation du Mouvement patriotique Ganda Koi (MPGK) malien des miliciens Songhaï. (Ganda Koi – « maîtres de la terre » en songhaï).

**Janvier 1995 :** Les accords de Bourem sont signés par le MPGK et le Front populaire pour la libération de l'Azawad (FPLA), principalement composé de Touaregs. Ils marquent une percée significative en désamorçant les tensions ethniques.

**27 mars 1996 :** La cérémonie de la Flamme de la paix est organisée à Tombouctou, alors que des centaines d'armes à feu sont détruites et que les mouvements touaregs armés et le MPGK sont officiellement dissous.

**Mai 1997 :** M. Konaré est réélu.

**Juin 2002 :** Amadou Toumani Touré est élu président après avoir exclu un retour en politique.

**2005 :** Le Mali est frappé par une grave sécheresse. Les communautés pastorales sont à nouveau sévèrement touchées.

**Avril 2005 :** Le décret introduisant l'Agence de Développement du Nord Mali (ADN) est promulgué : il donne la priorité à l'investissement et au développement dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

**Avril 2006 :** Le colonel Mouammar Kadhafi, le leader libyen, fait partie des invités d'honneur du festival du Maouloud de Tombouctou, qui commémore la naissance du prophète Mahommed. Cette visite fait l'objet de critiques des Maliens qui accusent M. Kadhafi d'avoir soutenu les révoltes touarègues.

**Mai 2006 :** Les garnisons de Kidal et Ménaka sont attaquées par le nouveau mouvement rebelle, l'Alliance démocratique pour le changement du 23 mai (ADC).

**4 juillet 2006 :** Les accords d'Alger sont signés par le gouvernement et l'ADC, l'accord de paix porte principalement sur la sécurité et la croissance économique à Kidal, la huitième région du Mali et la plus éloignée de la capitale.

**Avril 2007 :** M. Touré est réélu, mais la victoire est contestée par les autres candidats.

**Mai 2007 :** Les violences continuent après le rejet par l'Alliance Touareg Niger-Mali (ATNM) des accords d'Alger. L'ATNM poursuit ses opérations dans le Nord, attaquant des garnisons et enlevant des soldats placés sous le commandement d'Ibrahim Ag Bahanga.

**Novembre 2007 :** L'ancien chef touareg Iyad Ag Ghali rejoint le consulat malien de Djedda, en Arabie saoudite.

**Février 2009 :** Le gouvernement mène avec succès une contre-insurrection dans le Nord. Celle-ci se traduit notamment par le démantèlement des bases militaires rebelles, mais elle engendre une forte hostilité de certaines communautés touarègues, qui se plaignent d'être maltraités par les troupes gouvernementales.

Février 2009 : La cérémonie de paix de Kidal inclut la remise de centaines d'armes par les rebelles touaregs et de nouveaux aménagements pour leur intégration au sein des forces armées, mais les combattants de M. Bahanga ne participent pas au processus de paix.

## **La rébellion suivante**

**Novembre 2010 :** Une rencontre est organisée à Tombouctou : elle accueille principalement des Touaregs du Nord et se conclut par la création du Mouvement national de l'Azawad (MNA) qui rejette les violences, mais appelle à un élan de solidarité des Azawadis installés au Mali et à l'étranger.

**Février 2011 :** M. Touré prend la parole lors d'une cérémonie organisée non loin de Kidal et annonce un nouveau grand programme pour le Nord qui « proposera des solutions urgentes pour le rétablissement de la paix et de la sécurité », et aidera les jeunes « à trouver du travail et à échapper aux activités illicites et dangereuses ». Peu impressionné, le porte-parole des Touaregs Hama Ag Sid Ahmed prévient, « Pendant de longues années, nous avons essayé de rouvrir le dialogue avec les autorités centrales. Nous constatons que rien ne change sur le terrain ».

**Août 2011 :** Six mois après la cérémonie de Kidal, M. Touré lance le Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement au Nord-Mali (PSPDN) doté d'un budget de 32 milliards de francs CFA (environ 65 millions de dollars), qui met l'accent sur les projets liés à la sécurité, au développement, aux femmes, aux jeunes et à la génération de revenus. Le programme a reçu le soutien de l'Union européenne (UE), de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres bailleurs de fonds. Le programme est dirigé par Mohamed Ag Erlaf, un Touareg originaire de Kidal.

**Août 2011 :** L'arrivée sur le territoire malien de Touaregs lourdement armés est signalée. Ils arrivent de Lybie via l'Algérie et le Niger.

**26 août 2011 :** Ibrahim Ag Bahanga, chef de l'ANTM, trouve la mort dans un accident de voiture. M. Bahanga était soupçonné d'avoir été fortement impliqué dans le recrutement de combattants touaregs en Lybie.

**16 octobre 2011 :** Le Mouvement National pour la libération de l'Azawad (MNLA) est créé. Le Mouvement national de l'Azawad (MNA) fusionne avec l'ATNM, un mouvement plus intransigeant. Le principal objectif de ce nouveau mouvement est de « sortir le peuple de l'Azawad de l'occupation illégale du territoire azawadien par le Mali ».

**Novembre 2011 :** Une organisation de la société civile de Gao met en garde contre l'aggravation des problèmes de sécurité dans la région.

**Janvier 2012 :** Le MNLA accuse le gouvernement de provocation militaire et de ne pas avoir satisfait une série de promesses, et lance des attaques rebelles sur Ménaka plus au nord. Le mouvement indique que son objectif est « d'obtenir la paix et la justice pour la communauté de l'Azawad » et « la stabilité pour notre région ».

**17-31 janvier 2012 :** Après des attaques menées initialement par les rebelles sur Ménaka, de nouveaux combats sont signalés dans d'autres régions du Nord, y compris Ageul-hoc, Tessalit, Léré, Andéramboukane et Nianfunké. Des rapports contradictoires évoquent les succès et pertes militaires de l'armée malienne et du MNLA, mais l'armée gouvernementale a indiqué avoir perdu du terrain.

Des organisations des droits de l'homme, y compris Amnesty International, condamnent la gestion de la guerre par le gouvernement et l'utilisation d'hélicoptères de l'armée contre des cibles civiles. Des rapports font état de massacres par les troupes gouvernementales à Aguel-hoc après la prise de la ville par le MNLA, alimentant les rumeurs d'une alliance entre le MNLA et des musulmans salafistes extrémistes. Les rebelles réfutent catégoriquement ces allégations.

**1-2 février 2012 :** Des manifestations ont lieu dans la ville de garnison de Kati, à 15 km à l'extérieur de Bamako. Elles sont dirigées contre le gouvernement de M. Touré pour sa conduite de la guerre et contre la communauté touarègue locale. Les dirigeants politiques et les acteurs de la société civile mettent en garde contre les extrémistes qui utilisent la situation dans le Nord pour alimenter les tensions inter-ethniques. Amnesty International accuse les forces de sécurité de ne rien faire pour prévenir les attaques sur les maisons et propriétés des Touaregs, des Arabes et des Mauritaniens.

Le président Touré lance un appel au calme et à l'unité à la télévision nationale.

**2 février 2012 :** Des discussions s'ouvrent à Alger entre le gouvernement malien et les représentants de l'ancien mouvement rebelle touareg, l'ADC. Elles se concluent deux jours plus tard par un appel à la paix qui n'est pas jugé pertinent par le MNLA.

**3-4 février 2012 :** Des rapports font état d'une offensive des rebelles sur la ville de Kidal.

**7 février 2012 :** La population abandonne Tessalit plus au nord, alors que des rapports indiquent que les rebelles assiègent la ville.

**8 février 2012 :** Les rebelles prennent Tinzawaten plus au nord.

**17 février 2012 :** Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'environ 44 000 réfugiés ont fui vers le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie.

Les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se rencontrent à Abuja, la capitale du Nigéria, et expriment leurs inquiétudes à propos de la détérioration de la situation humanitaire et sécuritaire au Mali. Ils condamnent la rébellion du MNLA et apportent un soutien sans réserve aux efforts déployés par le Mali pour défendre l'intégrité de son



Carte du nord du Mali

Photo: [ReliefWeb](http://ReliefWeb.org)

territoire.

**18 février 2012 :** Le MNLA attaque Hombori, une ville située sur la route principale entre Mopti et Gao. Les rebelles réfutent les accusations du gouvernement qui les accuse du meurtre d'un chef militaire de la région.

**21 février 2012 :** Une commission gouvernementale établit un rapport sur Aguel-hoc et confirme les meurtres de soldats de l'armée gouvernementale par des combattants d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) qui collaborent avec le MNLA. Le MNLA a catégoriquement contesté le rapport.

**24 février 2012 :** Dans une interview accordée à Radio France Internationale (RFI), M. Touré maintient que les élections auront lieu et que le Mali aura un nouveau président le 10 juin.

**26 février 2012 :** Le Collectif des ressortissants du nord Mali (COREN) se réunit à Bamako et adopte un plan d'action visant à restaurer le contrôle de l'État dans le Nord, insistant sur la nécessité de protéger les populations menacées.

**10 mars 2012 :** Les chefs spirituels du Mali publient un appel commun à la paix et au dialogue.

**10-11 mars 2012 :** Le MNLA prend le contrôle de Tessalit, à proximité de la frontière algérienne, alors que les militaires maliens évoquent un « retrait stratégique ».

**13 mars 2012 :** L'ancien chef touareg Iyad Ag Ghali envoie une vidéo proclamant que le mouvement Ansar Dine, mentionné pour la première fois en décembre 2011, a joué un rôle clé dans le conflit, mais qu'il se bat pour l'imposition de la charia et contre l'indépendance de l'Azawad.

**15 mars 2012 :** Dans une interview accordé au quotidien français Le Figaro, M. Touré indique que la rébellion est une conséquence de la fin du conflit libyen et accuse AQMI de soutenir la rébellion. Selon M. Touré, le gouvernement est ouvert au dialogue, mais refuse toute partition du Mali.

**21 mars 2012 :** Les soldats se mutinent à Gao et à Bamako pour protester contre la mauvaise conduite de la guerre et leur manque de ressources. Les troupes mutinées convergent vers le palais présidentiel et les bureaux de la chaîne de télévision ORTM-TV station. Des tirs sporadiques sont rapportés à Bamako.

**22 mars 2012 :** Dans un programme diffusé à l'aube, un groupe de soldats indiquant appartenir au Comité national pour le redressement de l'État et la restauration de la démocratie (CNRDRE) annonce un coup d'État, accusant M. Touré d'avoir mal conduit la guerre. Le CNRDRE annonce la suspension de la constitution, la mise en place d'un couvre-feu et la fermeture des frontières. Nombre de magasins et de commerces restent fermés à Bamako. La localisation du président Touré est inconnue, mais il serait en sécurité. Plusieurs ministres et dirigeants politiques sont emprisonnés.

Le coup d'État est immédiatement condamné par les États-Unis et l'Union africaine. Le MNLA réaffirme son objectif d'obtenir l'indépendance de l'Azawad.

**26 mars 2012 :** Le Conseil de sécurité des Nations Unies condamne la prise du pouvoir par le CNRDRE, et « exige la fin des violences et le retour dans les casernes ». Le Conseil de sécurité appelle à la « restauration de l'ordre constitutionnel », et à la tenue des élections à la date préalablement choisie.

**29 mars 2012 :** La mission des dirigeants de la CEDEAO au Mali est annulée pour des raisons de sécurité. Les dirigeants se réunissent à Abidjan, en Côte d'Ivoire : le CNRDRE devra quitter le pouvoir dans les 72 heures ou faire face à de lourdes sanctions. Le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, est confirmé au poste de médiateur de la CEDEAO.

**30 mars 2012 :** Les rebelles prennent le contrôle de Kidal, la capitale de la région la plus au nord du Mali, après des affrontements dans les bases militaires à l'extérieur de la ville. Des témoins confirment la présence de combattants du MNLA et d'Ansar Dine.

**31 mars 2012 :** Le MNLA confirme la prise de Gao.

Le MNLA rapporte la défection du Colonel Major Elhadj Ag Gamou, un ancien chef rebelle qui a dirigé les opérations de l'armée gouvernementale dans le Nord. Dans un communiqué du MNLA publié à Kidal, M. Gamou appelle « tous les Azawadis à rejoindre et à renforcer le MNLA dans sa lutte pour l'indépendance ».

Les leaders musulmans et chrétiens ont lancé un appel à la paix lors d'un grand rassemblement qui a réuni 25 000 personnes dans un stade de Bamako, exhortant les dirigeants maliens et les chefs d'État régionaux à travailler pour établir le dialogue.

**1 avril :** Des rapports de Tombouctou signalent la prise de contrôle d'Ansar Dine sur le MNLA et la traque des combattants du MNLA. D'autres rapports font état de pillages généralisés à Gao alors que les rebelles prennent la ville.

**2 avril :** Les dirigeants de la CEDEAO établissent un embargo total contre la junte militaire. Le président de la CEDEAO, le président Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, confirme que « toutes mesures diplomatiques, économiques, financières et autres sont applicables à partir d'aujourd'hui et ne seront levées que quand l'ordre constitutionnel sera effectivement rétabli ». L'Algérie et la Mauritanie, qui ne sont pas membres de la CEDEAO, soutiennent ces mesures.

La plupart des opérations d'aide humanitaire sont suspendues dans le nord du pays.

**3 avril 2012 :** Les leaders de la junte militaire ignorent les demandes de la CEDEAO et refusent de quitter le pouvoir, réitérant leurs demandes de transition ouverte vers un régime civil et le rétablissement du droit constitutionnel.

**4 avril 2012 :** Les organisations de la société civile et quelque 50 partis politiques refusent de participer aux discussions sur l'avenir du Mali avec les leaders de la junte militaire.

**5 avril 2012 :** Le Conseil de sécurité des Nations Unies lance un appel au cessez-le-feu dans le nord du pays et au retour de la démocratie. Le MNLA, qui atteint son objectif, annonce la fin des opérations militaires dans le nord du Mali.

**6 avril 2012 :** Le MNLA déclare l'indépendance de l'Azawad dans le nord du Mali et appelle à un cessez-le-feu unilatéral.

mg/amz